

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique: Bertrand Renouvin

21 JUIN AU 4 JUILLET 1979

9^e ANNÉE — N° 296 — 4,00 F

LA LIBERTE ETRANGLEE?



LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS - 75001 PARIS



La liberté étranglée? La question posée à la première page de ce numéro n'est pas gratuite. Il ne suffit pas de vivre en libéralisme avancé pour échapper au totalitarisme. L'Europe que l'on nous chante peut être fort bien demain celle des interdictions professionnelles d'une Allemagne paisible et social-démocrate. Dans l'entretien que nous donne Jean Daniel, le totalitarisme moderne se trouve dénoncé à la fois dans ses prémices et dans ses plus inquiétantes projections (nos pages centrales). André Roy dans une lettre ouverte au garde des Sceaux s'inquiète à propos des poursuites contre notre confrère Libération. On voudrait étrangler le journal de Serge July que l'on ne s'y prendrait pas autrement. De même la mise en ordinateur des enfants des écoles présage quel avenir? (Nation Française). L'Europe de la liberté était à Cracovie selon Philippe de Saint-Robert (Presse au crible) elle n'était sûrement pas dans un scrutin dont Bertrand Renouvin retient les enseignements dans son éditorial. Giscard n'a pas à pavoiser au moment où Carter éconduit son représentant venu présenter les doléances européennes.

Ce numéro printanier n'est donc pas très joyeux, même si Philippe Cournarie (rubrique Lettres) montre quelle tendresse se cache dans le roman tragique de Gérard Guégan et si André Roy fait le même constat pour le film « La Drôlesse ». C'est l'ombre de la guerre totale qui plane sur notre époque comme l'exprime André Glucksmann (Idées de Gérard Leclerc). Cela n'empêche pas de découvrir des voies nouvelles pour changer le progrès (Hubert Bocquillon et Saint-Vallier en rubrique Lire).

De toute façon, c'est pour forcer l'espoir que le Conseil national de la N.A.R. se réunira ces jours-ci. (Paul Chassard en page 11).

papa znami!

Le voyage de Jean-Paul II en Pologne a provoqué un déluge de commentaires où se mêlent le meilleur et le pire. Commentons par le pire avec, bien entendu, l'inévitable Henri Fesquet qui écrit dans le Monde du 8 juin :

« Qu'on le veuille ou non, la religion populaire — celle de Notre-Dame de Guadalupe au Mexique ou de la Vierge de Czestochowa, — boudée par les intellectuels, ainsi que la foi chrétienne, dévaluée par les rationalistes, relèvent la tête. C'est la revanche de l'irrationnel sur l'horlogerie cartésienne des systèmes progressivement frappés de stérilité et rongés par l'ennui ».

Ainsi, même lorsqu'il relate un fait exact, le théologien mondain de la rue des Italiens ne peut s'empêcher de le déformer. Le christianisme n'est ni rationnel ni irrationnel ou instinctuel. Il relève de l'ordre de la grâce qui assume la raison comme la sensibilité tout en les transcendant.

Mais c'est sur les rapports Eglise-marxistes que Fesquet se surpasse :

« Voici aujourd'hui les deux internationales les plus efficaces de notre temps qui, dans un étrange coude à coude, écrivent la même page de l'histoire et qui retiennent momentanément leur souffle pour estomper leur contentieux ; pour faire retentir les voix de la fierté nationale et de la consanguinité plus haut que leurs dissensions. Dissensions

aussi fondamentales qu'insuffisamment élucidées, le dialogue entre les chrétiens et les marxistes, encore trop passionnel, n'étant pas entré dans sa phase adulte. »

Bref, un peu de dynamique de groupe et de dialogue en forme d'œcuménisme mou permettront de réduire les dissensions chrétiens-marxistes. Il suffira pour cela que les chrétiens se rendent au monde.

Bien moins éloignée de la vérité nous semble cette analyse lapidaire d'un étudiant de Cracovie cité par le Journal du Dimanche :

« Avec le voyage du pape, le gouvernement a été obligé de donner le petit doigt. J'espère bien que le peuple polonais va s'arranger pour obtenir la main, le bras et tout le reste ! ».

Les choses sont moins simples cependant dans la mesure où la confrontation Eglise-P.C. polonais relève de l'épreuve de force, fut-elle feutrée.

Comme le remarque Claude François Jullien dans le Nouvel Observateur :

« le pape pose donc « la question de la normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat » en se fondant sur « les documents du concile Vatican II, et avant tout sur la déclaration sur la liberté religieuse, document qui coïncide directement avec les principes promulgués dans des documents nationaux et internationaux parmi lesquels la constitution de la République populaire de Pologne ».

Mais attention, cette normalisation implique le respect des droits de l'homme et la liberté religieuse. En outre, c'est la nation qui est souveraine et non l'Etat : « En ce qui concerne la nation polonaise, eu égard à son millénaire exceptionnel et à son lien

actuel avec l'Eglise catholique, ce dernier aspect acquiert une signification particulière. » L'Etat polonais doit donc en tenir compte. (...)

Un fait est désormais acquis : Jean-Paul II veut favoriser un réel dialogue entre l'Etat polonais et les structures d'Eglise, pour obtenir notamment davantage de liberté pour enseigner le catéchisme et le droit d'intervenir à la radio, à la télévision, dans les journaux. Mais la négociation sera difficile. »

Négociation difficile mais favorisée par le fait que chez les dirigeants polonais, le nationalisme tempère le communisme et les incite à reconnaître partiellement l'Eglise.

Thierry Maulnier note dans Le Figaro :

« Même aux yeux des communistes polonais, marxistes convaincus, philosophiquement athées, l'Eglise catholique est une puissance qu'il faut ménager. Ce n'est pas seulement parce qu'elle est la religion de la majorité des Polonais. C'est aussi parce qu'elle a été une des forces qui ont permis à la Pologne, menacée d'écrasement entre la Russie orthodoxe et la Prusse protestante, de sauver son identité nationale à travers invasions et partages. Etre catholique, en Pologne, ce n'est pas seulement être catholique, c'est aussi une manière de s'affirmer patriote ».

Cette convergence faciliterait-elle la conversion des dirigeants communistes polonais et l'auto-démolition discrète du marxisme dans ces pays? Il reste à savoir comment ces dirigeants s'y prendront alors pour contourner l'énorme obstacle constitué par l'U.R.S.S.

Paul MAISONBLANCHE

ROYALISTE
BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris.

Téléphone : 297-42-57

C.C.P. Royaliste 1810406 N Paris.

soutien : à partir de 150 F
— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT.

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

N° Commission paritaire : 51700

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

.....
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

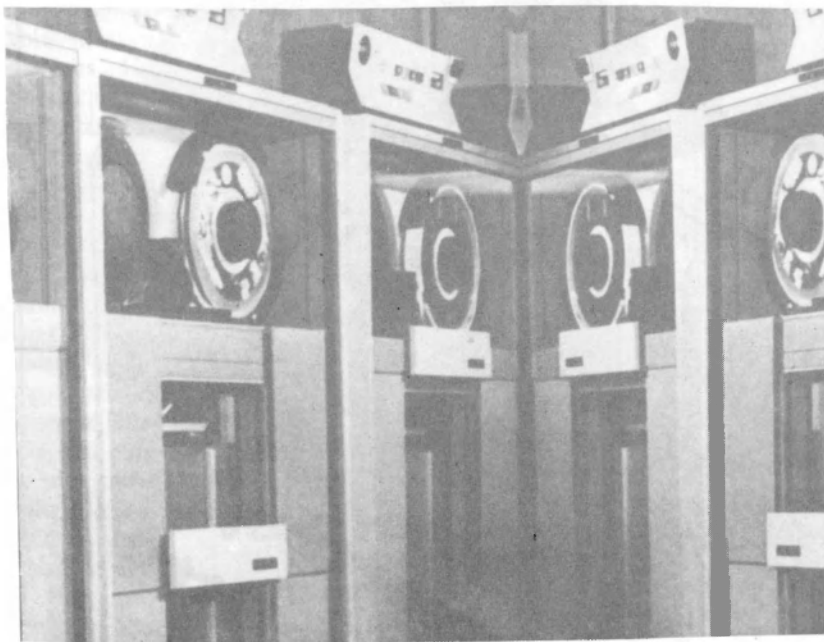
Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

connaissez-vous

gamin et

audass ?



Le contrôle total des individus au moyen de multiples fichiers informatiques se met en place à pas feutrés. Cela reste à prouver, direz-vous. Soit !

Involontairement ou inconsciemment, nous obéissons aux ordres et nous collaborons à la mise en œuvre de ce contrôle soit qu'il ait été bien présenté (sécurité, santé avec deux grands « S ») soit que des sanctions financières ou autres aient été habilement prévues.

Une loi récente est venue dire que chacun a le droit de faire rectifier les données qui le concernent sur les fichiers administratifs. Encore faudrait-il savoir qu'ils existent. Qui a rencontré sur son chemin les fichiers GAMIN et AUDASS ? Ils nous concernent tous à un moment ou à un autre et nous n'en savons rien ou presque...

Il faut dénoncer leur existence en rappelant que les fichiers se donneront un jour la main au sein du super-fichier SAFARI, fruit d'une collaboration fructueuse de plusieurs ministères dans la chasse aux déviants.

MAIS GAMIN, QU'ES ACO ?

C'est d'abord un sigle barbare sous son aspect attendrissant pour désigner la gestion automatisée de médecine infantile. Une loi de 1970, anodine en apparence, a servi de base à l'opération. Le texte en question a prévu trois examens obligatoires pour chaque enfant (naissance, 9^e mois et 24^e mois ;

ceux-ci conditionnent le service des allocations post-natales. Le certificat médical, quant à lui, bourré de renseignements, prend le chemin des services de la protection maternelle et infantile (P.M.I.).

Que faire de ces données ? La loi n'avait pas prévu l'utilisation de l'informatique, et les parlementaires s'étaient même opposés à la création d'un fichier national mais une circulaire en a décidé autrement !

Ainsi, l'ordinateur se reconstruit-il le droit de sélectionner les « enfants à risques ». Le critère médical (déficiences de tous ordres) devient alors l'accessoire, le critère social (mère célibataire, chômeurs...) le principal qui déclenche la sortie d'une fiche de « surveillance prioritaire ». La P.M.I. demande confirmation à ses hommes, sur le terrain, au besoin par une petite visite sur place : « Alors, comme ça, le petit, il est un peu gaga ? »

Le système, aux dires du ministère de la santé est bien accepté puisque 8 % d'opposants seulement ont été trouvés. Les médecins remplissent consciencieusement les certificats, les parents ne veulent pas y laisser de sous. Que demander de mieux ?

Sur le plan médical, d'abord. La programmation des équipements sera-t-elle meilleure une fois recensés tous « les troubles de la vision ? » Le dépistage précoce par le médecin ne suffit-il pas

à la prévention sans l'authentification de la P.M.I. ou alors à quoi sert le « médecin qui suit l'enfant » ? (sic)

Dans le domaine social, une mentalité policière se fait jour avec la visite d'une assistante sociale imposée à la famille.

Reste la menace pour la liberté individuelle. Il s'agit, doit-on le rappeler, d'un fichage systématique comportant l'utilisation du numéro national d'identité. Malheur à celui qui, au 24^e mois, n'aura pas « obéi à un ordre simple » ! Quant à celui qui aura souffert de convulsions, il se verra plus tard fermer les portes de l'administration.

Bien sûr, des garanties ont été prévues mais par voie de circulaire. Quand même, on ne peut qu'être pris d'un doute lorsque l'on lit ceci : « les mentions portées sur le certificat médical sont couvertes par le secret médical et ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles de la santé publique ». Tiens, au fait, quelles autres fins ? On ne peut que sourire quand on laisse entendre que le médecin-chef de la P.M.I. serait délié de l'obligation hiérarchique à l'égard du préfet pour la gestion du fichier. On ne peut qu'être consterné lorsqu'on apprend par l'inspection générale des affaires sociales que les données sont conservées plus longtemps que prévu (six ans). Et quand bien même ! Chacun sait qu'en informatique, chaque fichier est recopié 36 fois pour le cas où... Enfin, si vous voulez faire rectifier des données, l'ordi-

nateur demandera de montrer patte blanche, en l'occurrence celle d'un médecin ; vous, simple citoyen, vous n'êtes pas qualifié.

DE L'AUDASS, TOUJOURS DE L'AUDASS !

Bon sang, bien sûr, c'est l'automatisation des Directions départementales des Affaires sanitaires et sociales (D.D.A.S.S.) ! En pratique, c'est le système qui permet de fichier actuellement trois millions de personnes qui dépendent de l'aide sociale.

Il existe bien un décret de 1954 relatif au fichier des bénéficiaires de l'aide sociale mais c'est une base juridique un peu mince pour autoriser les D.D.A.S.S. à se doter d'un système d'automatisation permettant de recenser des données très nombreuses sur les bénéficiaires (profession, ressources, compte bancaire, motif d'inadaptation, religion, etc.).

Ces données sont à la disposition du préfet, auquel le directeur de la D.D.A.S.S. est soumis comme tout chef de service départemental. A terme, 22 millions de personnes relevant de l'aide sociale seront concernées. Cela fera un beau fichier, dangereux pour la liberté de chacun : les renseignements devront être fournis de gré ou de force sinon les prestations ne seront pas versées. Les bénéficiaires fichés n'ont pas connaissance du fichier les concernant. Si c'est cela le libéralisme avancé, non merci !

CONTRE GAMIN ET AUDASS

A force de vouloir penser pour nous, les services dits « sociaux » nous étouffent lentement. Toute déviation est vite prise en charge disséquée et pesée. Les goulags que l'on nous prépare, avec de la dentelle autour, n'en sont pas roses pour autant. Et l'on en vient à se demander pourquoi tant d'empressement ? Il y a le lobby des fabricants de matériel informatique, bien sûr. Mais pourquoi alors ne pas consacrer quelques dollars de plus à mieux recenser les revenus, les biens de chacun et « last but not least », les flux des fortunes aux frontières.

Vous n'y songez pas, jeune imprudent, vous toucheriez là une des libertés fondamentales...

Section de la N.A.R.
de Saint-Etienne



Monsieur le Ministre,

Vous avez fait inculper Serge July pour « incitation au meurtre ». Si nous restons dans le domaine de la logique, une question se pose : pourquoi n'êtes-vous pas vous-même inculpé ? Car enfin, Monsieur le Ministre, voyez-vous une différence fondamentale entre ces deux citations :

— « L'injustice revendiquée, affichée, proclamée avec cynisme est génératrice de violence » (Alain Peyrefitte), et :

— « Ils (les juges) ne sont pas sans savoir non plus qu'en matraquant de la sorte (les inculpés du 23 mars), ils vont tenter le diable, s'exposer sans aucun doute à des attentats à l'explosif » (Serge July).

D'autre part, Monsieur le Ministre, ne faut-il pas avoir une vue bien particulière des choses pour considérer un constat, une analyse, que d'ailleurs de nombreux journalistes ont faite, comme un appel au meurtre ?

Enfin, lorsque vous affirmez que « nommer les juges, c'est déjà menacer », avez-vous songé à l'escalade que vous entamez ?

De qui se moque-t-on, Monsieur le Ministre ? Vous savez aussi bien — sinon mieux — que quiconque que cette inculpation n'est ni juste ni normale. Elle est ignoble. A moins que l'ignoble ne soit la normalité et la justice de la société libérale que vous avancez... Sans doute, **Libération** vous dérange, vous et vos pairs. Sans doute, **Libération**,

parce qu'il se permet de dire ce qu'il pense (au contraire de vous, nous le voyons) est gênant. Sans doute, vous voulez l'affaiblir, comme le prouvent ces 20 condamnations en 2 ans que vous lui avez fait infliger par vos juges-laquais.

Sans doute êtes-vous allergique à la sincérité ? Car cette ultime inculpation le prouve encore, si besoin en était. Monsieur le Ministre. Vous êtes un menteur.

— Menteur lorsque vous vous parez du mot de « justice », en lieu et place de « police », qui convient mieux à vos actions. Les « flagrants délits » sont-ils justes. Entre autres...

— Menteur lorsque vous affirmez votre attachement à la liberté. A moins que la liberté d'exprimer une constatation, pour un journaliste, ne fasse pas partie de votre liberté.

— Menteur car si « nommer c'est déjà menacer » comme vous le dites, ne faut-il pas poursuivre votre raisonnement jusqu'au bout, comme le fait le syndicat de la magistrature dans une lettre à **Libération** : nommer, c'est déjà menacer, menacer, c'est déjà plastiquer, donc nommer,

c'est plastiquer. CQFD.

A la réflexion, veuillez, Monsieur le Ministre, considérer toute la première partie de cette lettre comme nulle et non écrite. Nous nous rétractons. Et pour nous faire pardonner, acceptez notre aide dans la grande œuvre de justice que vous entreprenez. Inculpez July de tentative de meurtre, et non pas d'incitation au meurtre. Et comme, tenter, c'est déjà tuer, arrêtez-le pour assassinat. Puisque la peine de mort existe toujours en France, servez-vous de cette main de justice pour faire un exemple.

Enfin, croyez bien que nous suivrons dorénavant l'exemple de nos confrères de la grande presse, et éviterons à tous prix de ce genre d'affaire (1).

Nous voulons continuer de paraître, et ce n'est pas **Libération** qui nous fera un procès...

A. ROY

(1) Une quinzaine de jours après la nouvelle de l'inculpation de Serge July et Zina Rouabah, seuls « Le Monde » et « Le Nouvel Observateur » estimaient cette affaire digne d'intérêt.

En écrivant dans le n° 285 : « Nécessaires quand le roi n'est pas là pour faire sentir le poids de cette absence, les royalistes représentent un danger dans les monarchies instaurées », vous posez le problème du « parti royaliste » avant et après « l'instauration » :

1. APRES. Il ne faut pas tomber dans l'illusion des monarchies pétrifiées (Angleterre, Suède) à l'axiome (d'ailleurs faux) : « c'est à la condition de ne rien décider que l'on peut rassembler tout le monde ». En France, contre la discorde civile, la recherche de l'unité suppose une monarchie vivante avec les pouvoirs des institutions actuelles ; elle est un « parti », qui « sans doute ne peut créer l'unanimité mais la pense » (Olivier Guichard), le « parti des politiques », le parti de l'unité en étant celui de l'unique. Celui-ci, le monarque, se situe toujours au-delà de ceux qui le soutiennent, insaisissable. C'est vrai : « que le roi triomphe de son parti et il s'expose à l'incompréhension ou au ressentiment de ceux qui, en toute bonne foi, ont cru bien le servir (n° 290 bis). C'est un devoir pour lui, le devoir d'ingratitude. Et c'est l'honneur du royaliste. La monarchie assure la liberté du pouvoir et la liberté par rapport au pouvoir. L'ultracisme c'est cela, historiquement plus complexe, au-delà des excès et des caricatures, que vous ne le dites dans le n° 289. « Si singulier que cela semble, les ultras sont très sincèrement épris de liberté » (René Rémond).

2. AVANT. L'absence est toujours objet de cristallisation de multiples sentiments et intérêts. D'une part, cela peut donner une certaine puissance au légitimisme, mais pas le pouvoir. L'acte d'instituer la royauté doit être clairement établi comme acte politique et la politique a ses lois. Il faut les suivre, sans s'y perdre. D'autre part, la monarchie et le futur roi ne sont pas une potion magique. Il ne s'agit pas non plus des qualités d'un homme si exemplaire soit-il, mais d'un principe, fondé sur la loi de succession dont, comme les premiers capétiens, nous devons convaincre les Français. Tout le reste n'est que de surcroît et toutes les idées sur ce reste doivent en effet coexister heureusement dans le royalisme. Dans la dédicace à Mgr le Comte de Paris de son « Signe de Flore », Maurras écrivait : « la monarchie résultera vraisemblablement d'un en-

les ultras



Prince de Polignac.

L'éditorial de Bertrand Renouvin intitulé « Le Prince et nous » (n° 285) ainsi que l'article qu'il a consacré au même sujet dans notre numéro spécial (n° 290 bis) nous a valu le commentaire critique d'un de nos lecteurs, M. Dominique Decherf, qui est l'auteur d'une très importante étude sur « L'Institution de la monarchie dans l'esprit de la Ve République » dont nous rendrons compte dans notre prochain numéro.

semble de diversités convergentes.. à la condition d'être articulées et coordonnées ».

La lettre de M. Dominique Decherf appelle quelques remarques rapides qui n'ont pas la prétention d'épuiser le sujet, mais d'aborder un débat essentiel :

— il est vrai que la recherche de l'unité, et de la justice, suppose une « monarchie vivante ». L'arbitrage n'est pas la neutralité, et l'œuvre de justice d'un pouvoir indépendant ne consiste certainement pas à se désintéresser des inégalités et des oppressions qui existent dans notre société.

— que la monarchie rassemble autour d'elle celles et ceux qui ont le souci de cette unité et de cette justice est une nécessité. Mais cela constituerait-il un parti ? Si tel était le cas, nous risquerions de connaître une situation analogue à celle de la fin de la République gaullienne, lorsque le « parti du Général » colonisa l'Etat et profita largement de sa position privilégiée. Par nature, un parti a tendance à monopoliser un pouvoir, à exclure tous ceux qui ne lui appartiennent pas, à faire la politique de sa clientèle et de ceux qui le financent, et finalement à faire la politique de la nation tout entière parfois contre les intentions profondes de celui qui peut, seul, l'incarner. Le Général de Gaulle a eu ses « ultras » contre lesquels il lui a fallu lutter et qui ont fini par dénaturer son projet et par l'en-

liser dans le conservatisme. Et pourtant, il y avait dans le parti gaulliste d'excellents « politiques ».

— L'ultracisme du XIX^e siècle, que Dominique Decherf me reproche de simplifier, représentait le même danger et a fini par dénaturer et par détruire l'œuvre de la monarchie. Car l'ultracisme, loin d'être le parti des politiques, était un parti comme les autres, avec son idéologie, sa volonté de puissance et ses intérêts de classe. Parti des propriétaires terriens, farouchement opposés à la classe moyenne, il n'a été partisan de la liberté que par calcul. Ainsi, Villèle écrivait que « dans mon opinion, les auxiliaires de la haute classe sont dans la dernière, et la classe moyenne est la plus à craindre ». On pourrait ainsi multiplier les citations, qui montrent que les ultras pensaient conserver leur pouvoir en s'appuyant sur les « humbles » guidés comme il se doit par M. le Curé.

— Enfin, pour revenir au présent, il est évident que la monarchie et le Prince ne sont pas une « potion magique ». Les royalistes ont certes à populariser le principe monarchique. Mais ils ne sauraient se désintéresser de celui qui l'incarne, tant il est vrai que l'instauration de la monarchie exigera que le Prince ait des qualités éminentes, qui sont moins nécessaires lorsqu'il s'agit de succéder.

B.R.

L'hiver sera froid ...

A peine entré dans le bureau de Carter pour demander que le Président des Etats-Unis revienne sur sa décision de subventionner les importations de pétrole, M. François Poncet, ministre français des Affaires étrangères, est ressorti, un quart d'heure après, non sans avoir essuyé un refus catégorique. Cette courte entrevue illustre à merveille le peu de poids de la France face à ce qu'il faut appeler l'impérialisme américain en matière énergétique. Carter a décidé en effet que ce ne seront pas les Américains qui se gèleront les pieds cet hiver. L'exemple de la Californie semble avoir été déterminant dans cette prise de décision.

Les cinq dollars versés par le gouvernement américain aux importateurs n'ont pas d'autre but que d'attirer vers les ports améri-

cains le pétrole qui, autrement, se serait dirigé vers l'Europe. Les Etats-Unis, pays du libre-échange, savent adopter quand il le faut des mesures protectionnistes !

Cette habile manœuvre aura de multiples conséquences notamment transférer la pénurie de pétrole vers le vieux continent et hausser considérablement le prix du pétrole sur le marché libre de Rotterdam. L'Amérique et les grandes compagnies pétrolières en tireront une fois de plus de super-bénéfices et les pays producteurs de fabuleuses réserves de devises. Quant à la France... Attendons-nous à payer le super plus de trois francs, quoi qu'en dise M. Giraud, et à avoir froid l'hiver prochain.

H.B.

Festival de marthon 79

MARTHON est un village charentais de 600 habitants situé en dehors des circuits touristiques traditionnels ; le festival aura un caractère régional et d'objectif international.

Cette année sera marquée par la chanson Franco-Québécoise. Il est bien difficile de citer tout le monde, entre autres tout de même Ferré, Dufresne, Higelin, Abrial, Imago, Bert, Corringe.

Ce festival se déroulera du samedi 30 JUIN au 15 JUILLET dans des lieux différents ! Chapiteau 5000 places, scène animation 1000 places, boîte à chan-

sons 600 places. Deux spectacles n'auront jamais lieu à la même heure, vous pourrez donc, par jour, assister à 4 ou 5 prestations de chanteurs différents.

Les inconnus ou moins connus ne seront pas oubliés et l'on pourra ainsi découvrir des nouveaux talents, de toutes façons venir respirer un bon coup et écouter la chanson qui ne fait pas grand écho dans les médias.

C'est l'association ART ET CHANSONS DIFFERENTES qui organise ce Festival - Appt 21IP2 de Lattre-de-Tassigny - 16000 Angoulême - Tél. : (45) 92.51.69.

au service de la France

**mémoires d'exil
et de combats**

Henri, comte de Paris

Atelier Marcel Jullian éditeur

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

NOM : Prénom :
Adresse :
commande les « Mémoires d'exil et de combats »
au prix franco de 75 F (1 exemplaire), 140 F (2 ex.), 210 F (3 ex.)
275 F (4 ex.), 340 F (5 ex.) — Entourez la formule choisie.
Bulletin à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris accompagné du règlement à l'ordre de Royaliste -
C.C.P. 18 104 06 N Paris.

ENTRETIEN

● **Royaliste** : Jean Daniel, ce « grand ébranlement sur le sol de nos certitudes » dont vous parlez dans votre livre ne correspond-il pas à ce que vous désiriez ? Ce n'est pas un hasard si vous reprenez à la fin de « L'Ere des ruptures » votre éditorial sur Albert Camus : la gauche dont vous vous réclamez n'a jamais été une gauche idéologique, au sens péjoratif du terme. S'il fallait définir cette gauche, comment la définiriez-vous ?

Jean Daniel : Pour ne pas s'égarer, pour ne pas s'emprisonner dans un concept improvisé, aussi brillant soit-il, le mieux est de chercher les racines d'un comportement plutôt que la formulation d'une définition.

Je suis né dans un univers où la gauche n'était pas en question. Dans une certaine mesure, être de gauche c'était, pour moi, être conformiste. Je n'ai pas vécu la gauche comme une dissidence mais comme une fidélité et comme une nécessité. Ce n'était pourtant pas un folklore de la conformité, mais une tradition vécue puisque cette gauche était combattue et combattante. Puisque vous êtes royaliste, je dois vous dire que, dans les connotations qui marquent mon enfance, dans mon Algérie française, les monarchistes avaient la conduite la plus haineuse : ce n'était pas l'accueil, ce n'était pas l'ouverture, ce n'était même pas le regard : c'était la secte. C'est dire combien le chemin qui nous mène les uns vers les autres est long...

Je n'ai donc pas choisi l'armée dans laquelle j'ai combattu. Et cela plante le décor dans lequel tout va se dérouler. Il y aura les fruits de la victoire, les conformismes de la conquête, l'installation — la bourgeoisie. A ce moment-là peuvent naître des questions. Et, comme je n'ai pas eu à m'engager, je me suis posé au cours de ma vie davantage de questions sur la gauche que sur la droite puisque mon épanouissement ne pouvait se faire qu'en faisant craquer toutes les appartenances, sans pour autant y renoncer.

● **Royaliste** : Albert Camus a été très important pour vous...

Jean Daniel : J'ai connu Camus après qu'il eut écrit un certain nombre de ses chefs-d'œuvre. Il y avait entre nous une grande complicité, mais mon rapport avec Camus était difficile car j'avais peur de me dessécher. Cet instinct m'a un peu

sauvé. Je me suis éloigné pendant toute une époque de son œuvre, j'ai cru bon de m'y opposer — sans l'écrire — par peur d'être « épongé » par la ressemblance. J'avais peur qu'une trop grande fréquentation de son



Albert Camus

œuvre assèche ma propre vie. En fait, je n'ai pas réussi. Il m'est arrivé pendant quatre ou cinq ans ce qui est arrivé à d'autres pour Sartre : je connais des sartriens qui auraient pu donner une œuvre considérable et qui se sont épuisés dans l'objet aimé...

Mais trêve de psychologie. Je me suis tout de suite senti attiré par Camus parce que chez lui la morale était un donné sans fondement métaphysique. Ce qui a tellement poursuivi Clavel — le « législatif catégorique » de Kant — était au fond très camusien. Au départ, Camus se pose comme énié par la beauté du monde et comme obligé d'y porter un jugement. Pourquoi ce jugement, quelle est cette mission, pourquoi cette volonté de nier Dieu tout en héritant d'un message divin ? On ne se posait pas la question et je ne me la suis pas posée.

● **Royaliste** : Vous sentez-vous méditerranéen au sens de Camus ?

Jean Daniel : Tout en étant camusien, je serai très sévère. Ce qu'il y a de plus faible dans « L'Homme révolté », c'est la pensée de midi : c'est inexistant philosophiquement et je ne peux m'y reconnaître. A côté des intuitions, de la morale, de l'esthétique de Camus c'est, dans son œuvre, le passage le plus forcé, le plus artificiel.

● **Royaliste** : Camus était cependant celui qui correspondait à votre enracinement de gauche ?

Jean Daniel : Oui, si ce n'est que Camus a écrit cette phrase : « J'ai appris le socialisme dans la misère et non dans Marx ». Fils de petits bourgeois aisés, je ne

pouvais pas dire cela. Ce qui est essentiel chez Camus, c'est le souvenir de la misère, alors que pour moi c'est l'humiliation. Non par expérience, mais parce que j'ai toujours été obsédé par ce thème.

Une analyse attentive du thème de la mère chez Camus apporterait beaucoup de choses sur la pauvreté, sur la sainteté. Il y avait chez lui cette idée très maoïste et très ambiguë qui veut que nécessité fasse vertu. Faut-il faire sortir les pauvres de leur pauvreté est une question très camusienne. Est-ce qu'ils sont saints parce qu'ils sont pauvres ? Quand on a connu cette misère, peut-on en faire sortir sa mère, peut-on supprimer cette souffrance qui l'a rendue sainte ? Est-ce qu'on aime les pauvres parce qu'ils souffrent ? Et si la vertu des pauvres venait de leur aliénation ?

● **Royaliste** : Vous avez évoqué Maurice Clavel. Quel rôle jouait-il au *Nouvel Observateur*. Avait-il sa place à lui ?

Jean Daniel : Cette place, il se l'était faite. Il faut être exact : nous sommes ici dans un milieu français, c'est-à-dire dans un milieu littéraire, donc dans un milieu où le talent, où la maîtrise



se de la langue, où l'imagination sémantique l'emportent sur tout le reste. Et dans la mesure où le *Nouvel Observateur* représentait quelque chose de plus sophistiqué qu'ailleurs, la sensibilité à ce talent était plus grande. C'est grâce à cette autorité de la langue que Clavel exerçait d'abord son emprise. Etant encore plus français que les autres de ce point de vue, nous avons très bien accepté que cette langue signifiât autre chose que ce que nous désirions.

Disant cela, je suis fidèle à Clavel car, au départ, il avait un verbe qui lui faisait sacrifier

jean daniel

"les cer

éb

Jean Daniel avait raconté son itinéraire de journaliste, des ruptures », il prolonge sements qui ont provoqué craintes toutes les idéologies. Il a bien avec nous sur quelques-unes aussi l'occasion d'évoquer A qui nous avait souvent dit qu'il le directeur du « *Nouvel Obser*

jusqu'à une partie même de son sacré. Et souvent le scandale spirituel lui est venu grâce au don exceptionnel qu'il avait de penser en écrivant. C'est comme cela qu'il s'est fait, d'abord, sa place parmi nous. Et puis il y a eu le reste. Mais le reste est aussi littérature car l'anticonformisme, l'imprévisibilité, c'est aussi de la littérature. Je ne crois pas qu'un Clavel aurait pu s'imposer dans un milieu britannique, ou même italien. Il y a un petit miracle français, incompréhensible en dehors de nos frontières, et qui fait qu'on essentialise un certain talent. Et l'on ne comprendrait rien à Clavel si on ne commençait pas par là.

Quand est venue l'heure de la foi, Clavel s'était déjà imposé. Il ne faisait nullement étalage de cette foi, mais il en remplissait ses écrits. Je dirai même qu'il en rajoutait, non par bravade, mais parce qu'il y avait entre nous et lui une grande complicité — nous qui regardions le croyant. La convivialité du talent, si forte avant-guerre à la NRF, existe encore. Il y a tellement de solidarités qui sont construites à partir de l'informulé, dans les milieux où nous vivons ! Cela parce que les gens utilisent les mêmes

titudes

ranlées"

dans « le temps qui reste »
omme de gauche. Dans « l'ère
réflexion sur les grands événe-
ements et remises en cause de
ulu nous recevoir pour revenir
de ses interrogations. C'était
ert Camus et Maurice Clavel
e reconnaissance il avait envers
teur ».

mots, ont les mêmes références :
ils forgent des habitudes, et même
des musiques communes. Ce sont
les concertistes d'une même sym-
phonie, d'où sont exclus tout
d'un coup les concepts au nom
desquels ils croient vivre.

● **Royaliste** : Vous dites dans
votre livre que le totalitarisme
n'est pas seulement le marxisme
ou la fascisme, mais quelque
chose de plus profond qui fait
que notre société devient de plus
en plus totalitaire. En quel sens ?

Jean Daniel : Comme l'a mon-
tré Hannah Arendt, le totalitaris-
me, à sa racine même, est l'uniformi-
sation pour la soumission. Dès
lors on peut dire que toutes les
techniques que le progrès indus-
triel secrète vont dans le sens
d'un totalitarisme véritable. Tout
ce qui nous est proposé comme
moyen de domination de l'homme
devient un instrument de sa pro-
grammation. Tout ce qui nous
est proposé comme liberté de-
vient la liberté du savant. Si
le pouvoir c'est l'intimidation,
et si la liberté est, par cette in-
timidation, l'introduction d'une
action dans une structure, si notre
époque est caractérisée pendant
les deux tiers du XX^e siècle par
la découverte des structures et de
leur force, alors ce qui nous est
proposé comme liberté n'est plus

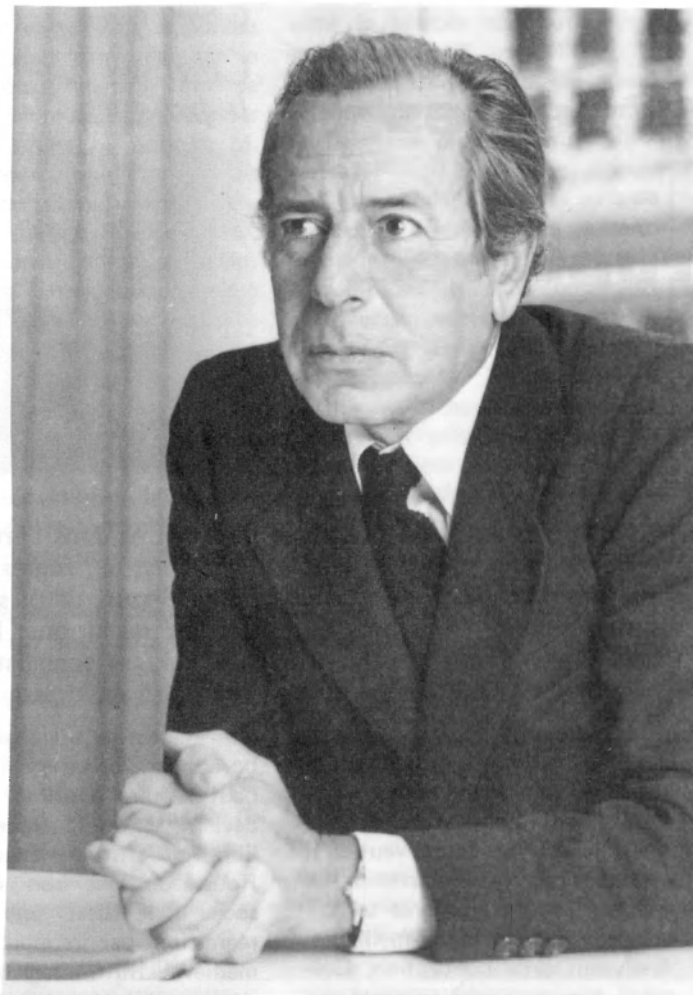
que celle du savant pour dépro-
grammer. Mais en déprogrammant
on domine. Le savant domine.
Dans l'informatique, la biologie
et le nucléaire, nous avons au-
jourd'hui un exercice de la liberté
qui n'est pas seulement promé-
théen. Prométhée voulait arracher
un secret, il ne voulait pas la
possession du monde. Si l'indi-
vidu n'est plus la personne, si
on ne voit en lui qu'une structure
à déprogrammer, on est conduit
par un discours tout naturel à
considérer un comportement, un
cas, et non pas une liberté. Je
n'ai pas voulu faire de philoso-
phie à propos de l'affaire des
flagrants délits, mais cela m'a
paru clair : l'innocence n'a plus
de sens. Il n'y a plus de person-
nes à préserver, mais des massi-
fications à parfaire. Il y a une
tentation d'exercer à la place
de Dieu son pouvoir. Là est le
totalitarisme moderne, qui n'a
pas cette clarté que nous montre
le monde de Soljénitsyne.

● **Royaliste** : Vous dites qu'il
ne s'agit pas seulement de trans-
former la société, mais de sauver
l'homme...

Jean Daniel : Camus disait que
le drame de sa génération était
plus de conserver que de trans-
former. Camus était trop en
avance. C'est le drame de la
nôtre. Mais c'est une formule
très surprenante car Camus était
le contraire d'un conservateur :
né pauvre, ne tenant à rien,
habitant une chambre de moine,
c'était pour lui une conquête,
un dépassement, de dire qu'il
y avait quelque chose à conserver.
Cela signifiait que la menace des
transformations qui sont faites
en dehors de la volonté humaine
est plus grande que l'acquis de
la civilisation judéo-chrétienne in-
fléchie, corrigée, complétée par
l'hellénisme. En cela Camus est
en pleine modernité.

Mais je ne suis pas encore allé
jusqu'au bout de mon itinéraire.
Il manque un chapitre à mon
livre. J'ai cru qu'il m'avait suffi
de constater que la violence
n'était plus accoucheuse d'histoi-
re. Il faut se demander maintenant
si la violence est contre-révolu-
tionnaire. C'est un saut que je
n'ai pas encore la possibilité
conceptuelle et le courage auto-
critique de faire. Cela viendra
plus tard.

● **Royaliste** : Le totalitarisme
dont vous parlez est actuelle-
ment véhiculé par un hebdo-
madaire lu par les « bien-pen-
sants »...



Jean Daniel Je ne pensais
pas que cela reviendrait aussi
vite. Cette pensée naît sur les
décombres de la gauche; et
elle revient avec un vocabulaire,
un habillage et une complaisance
qui surprennent. Mais je voudrais
pouvoir dire le noyau dur, la rai-
son spécifique de cette émer-
gence.

● **Royaliste** : Cette réponse n'est-
elle pas dans votre titre : « L'Ere
des ruptures » ? Il y a eu un tel
bouleversement que des choses
effrayantes en sont nées.

Jean Daniel : Oui, c'est possi-
ble. Mais j'ai une autre idée, qui
ne justifie pas cette émergence-
là, qui en justifie d'autres. La
suppression de l'avenir ne peut
manquer d'exercer des ravages.
Si l'histoire ne peut plus nous
offrir de quoi nous adosser et
si l'avenir comporte une inter-
rogation fondamentale, nous som-
mes contraints de nous affirmer
dans le présent, de nous épuiser
dans le présent. La transcendance
religieuse est d'un secours consi-
dérable, mais en même temps
la vie dans sa forme quotidienne
lui est contraire. Et l'affirmation
dans le présent, pour les jeunes,
ce ne peut être que la violence.
Il en est de même en littérature :

toute une partie des livres et de
la publicité autour des livres
se fait au nom de la suppression
de la postérité. Si les jeunes
philosophes et les jeunes écri-
vains veulent s'affirmer tout de
suite, c'est parce qu'ils ne croient
plus à la postérité. Et ce que je
dis de la littérature peut s'appli-
quer à bien d'autres domaines :
on s'épuise dans l'instant, et cela
conduit à une tentation romanti-
que, fascisante, nihiliste.

Propos recueillis par
Gérard Leclerc et
Bertrand Renouvin

BIBLIOGRAPHIE

- **L'ère des ruptures** - Ed. Grasset - 1979 - Franco 67 F.
- **L'erreur** - Roman Ed. Gallimard - Franco 13 F.
- **Le temps qui reste** - Stock - Franco 46 F.
- **Le refuge et la source** - Grasset - Franco 38 F.

Notre service librairie peut
vous procurer ces ouvrages.
Règlements à l'ordre de Roya-
liste, CCP Paris 18 104 06 N.

l'ère des ruptures

Gabriel Gosselin

Changer le progrès



Décidément, nous sommes bien entrés dans l'ère des ruptures. Après le travail et le marxisme c'est le progrès, le sacro-saint progrès qui fonde notre société depuis deux siècles qui est maintenant remis en cause et accusé de bloquer le changement. Dans « changer le progrès » (1), un socialiste Gabriel Gosselin de la mouvance autogestionnaire en dresse le procès.

Nous vivons depuis deux siècles, sous la loi du progrès rationaliste et scientiste hérité de la philosophie des Lumières du XVIII^e siècle. Sa nature veut qu'il soit continu, « sans arrêt », en marche grâce au progrès technique vers une société meilleure. Analysant cette conception, Gosselin démontre qu'il existe un « rapport fondamental » entre le progrès rationaliste et l'Etat centralisateur, entre le progrès et l'égalitarisme. Résultat : nous vivons dans une société statique où l'opinion règne en maître. « Dans une telle société, les rapports de force tendent à devenir rapports de nombre, et le principe majoritaire qui tend à fonder toute légitimité n'est que l'incarnation de cette raison du plus nombreux. » Toutes les valeurs transcendantes tendent à être remplacées par l'égalité. C'est la société de consommation.

Aussi affirme-t-il, il faut réinventer la différence et pour cela limiter l'Etat sans se perdre dans l'impasse des contre-cultures et des communautés de base. Il faut changer le progrès et revenir à ... Rousseau ! Alors là, non ! Non, nous ne pouvons être d'accord lorsqu'il affirme que « le progrès de Rousseau n'est pas celui des autres philosophes des lumières ».

Comme Gosselin l'a démontré, il faut un minimum d'Etat pour changer le progrès. Or, Bernard Henry Lévy rappelle dans son « Testament de Dieu » que la conception rousseauiste de l'Etat est totalitaire. C'est la dialectique rousseauiste « plate immanence

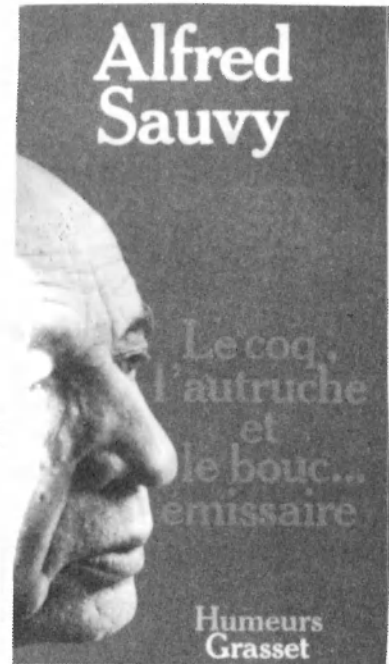
d'un cercle » où chacun collaborant à l'ordre qu'il subit ne peut se dire opprimé. Quant au déviant, « on le forcera à être libre » affirme tranquillement Rousseau dans son « Contrat social » ! C'est une véritable régression par rapport au droit médiéval. Ruffin, légiste du XIII^e siècle, qui préférerait faire du pouvoir une simple « mission divine » limitait le pouvoir et fondait la résistance des humbles. Avec Rousseau, la résistance mais aussi le progrès, le vrai, est impossible. Le règne du souverain déifié aboutit à la déification de l'Etat, au pouvoir absolu. C'est pourquoi « le meilleur des régimes n'est pas le plus souverain : c'est celui qui, à l'idéal de souveraineté préfère l'idéal de justice — le juste recours légal quand menace le despotisme » déclare à juste titre Lévy.

Rousseau n'est pas innocent ! Tout comme les marxistes refusent de voir en Marx le responsable idéologique du goulag, Gosselin déclare que Rousseau n'est pas à l'origine de notre société productiviste et rationaliste. Pourtant, la conception rationaliste et scientiste du progrès est née il y a deux siècles avec la Révolution française et la philosophie des Lumières dont Rousseau a été une des figures de proue. Aussi, nous ne pourrions changer le progrès sans remettre en cause Rousseau : cela seul nous permettra de progresser.

Hubert BOCQUILLON

(1) Gabriel Gosselin - Changer le progrès - collection Esprit/Seuil - En vente au journal - franco 59 F.

la france et ses mensonges



Dans son dernier livre, A. Sauvy reprend ses thèmes favoris et dénonce avec vigueur et chiffres à l'appui un certain nombre de mensonges savamment entretenus soit par les barrières administratives soit par la sous-information.

Il constate tout d'abord que la vérité a du mal à être dite souvent et pour ainsi dire presque partout. N'y aurait-il que le sacro-saint secret administratif, la question serait déjà moindre. Mais vient se greffer autour tout un langage ésotérique dont les statistiques qui « ne touchent guère que 1% des personnes » constituent l'un des aspects. Et là comme ailleurs aucun effort de démystification n'est entrepris : s'agit-il de la peur de révéler des vérités déplaisantes ou de la joie de les complexifier pour restreindre davantage le cercle des initiés ? Exemple de dissimulation : une grande direction des Affaires étrangères omet systématiquement sur son papier à en-tête et son numéro de téléphone et son adresse. De même, la plupart des signatures administratives sont pratiquement toujours illisibles. « Le secret, c'est un pouvoir, car celui qui s'ouvre se livre, pratiquant une sorte de prostitution ».

Autre dissimulation efficace la constitution de commissions d'enquêtes (ou autres) dont les rapports ne voient jamais le jour où vont moisir dans les caves des ministères. Dénonciation également des recettes des prophètes miracles : « arriver au moment opportun, annoncer une libération, être d'une obscurité suffisante, avoir une voix ou un

porte-voix suffisant ».

Mais l'administration n'est pas seule en cause. C'est à nous d'ouvrir les yeux et les oreilles, surtout d'abandonner ce mythe éternel de la responsabilité de l'Etat né de la confusion du gouvernement et de la nation. Si une véritable religion s'est créée « fruit de l'immense mystification intellectuelle », nous en sommes aussi responsables.

Avec chiffres à l'appui, Sauvy démonte un certain nombre de mensonges : que la hausse du prix du pétrole n'a que très peu affecté les automobilistes et la bagnole sacrée. De 1973 à 1978, l'essence a bien augmenté de 98% mais le fuel industriel essentiel pour les entreprises l'a fait de 180%. « On croit rêver » écrit Sauvy. De même, au lieu de privilégier les modes de transports les plus économes, le train, c'est l'inverse qui a été fait : la route. Consommation de gasoil + 13%, trafic ferroviaire - 16%. En vingt ans, le prix du ticket de métro a augmenté deux fois plus vite que l'essence.

Ce livre est plein de ces petites vérités qui font les grands scandales. Il se lit vite et bien.

SAINT-VALLIER

— Alfred Sauvy — Le coq, l'autruche et le bouc émissaire — Ed. Grasset. En vente au journal. Franco 40 F.

Vraiment, pouvons-nous dormir sur nos deux oreilles, à l'ère de l'équilibre de la terreur? Nous étourdir de divertissements? C'est déjà consentir à l'inévitable. Buons et mangeons, car nous mourons tous. Un certain ordre nous est imposé dont nous devons nous arranger, à l'intérieur duquel nous ne pouvons que calculer notre possible dissuasion. Impossible pour moi de me détacher de cette ironie. Embarqué comme les copains. Pire encore, ayant acquiescé à la décision de Charles de Gaulle qui donnait à la France son propre bouclier atomique. Cette décision incluant certes l'intention de ne jamais agresser, de nous défendre uniquement contre l'éventuel agresseur. Mais c'était s'embarquer un peu mieux, perfectionner dans le détail la machine à faire sauter la planète. Le général Gallois, pas plus que ses auditeurs ne peut, dans le plus technique de ses exposés, masquer quelque effroi sacré. Cet effroi, c'est notre distance à la mécanique, donc notre possible salut. Mais si elle s'annulait? — Impossible! — Si par ruse, notre terreur devenait fascination muette, une sorte de reconnaissance pétrifiée de l'inéluctable? Si la guerre était devenue ce *fait social total* par lequel nos sociétés se reconnaissent le mieux? Si nos idéologies, nos religions même s'effaçaient devant ce feu de dieu dévorant tout?

André Glucksmann, dans une longue préface à la réédition de son *discours de la guerre* se réfère à un entretien avec Bernard Kouchner où le médecin sans frontières réfléchit sur son expérience libanaise. A la question « *Tous ces gens se battent pourquoi?* », il répond « *Ils ont oublié. D'abord bien sûr, c'était politique. En principe. Les Palestiniens sans terre, les Musulmans pauvres, les Chrétiens relativement privilégiés. Mais maintenant... La violence se nourrit d'elle-même. On se tire dessus « pour se défendre », on se bat comme se battent les gamins de deux classes rivales, dans la cour de récréation. Orgueil et représailles alternés. Plus de références politiques. La paranoïa. Le fusil est un phallus, les hommes affirment, sans frein ni censure, leur virilité. Lutte pour la liberté, la démocratie, il n'en est plus question dans ce coupe-gorge. Ce n'est même plus une guerre de religion, ni une lutte pour le pouvoir, sauf pour les chefs de clans dont les alliances changent à chaque instant. On tire sur ceux qui tirent, sur ceux qui sont dans le camp des tireurs... Les hommes sont anesthésiés par leur paranoïa.* »

Description criante de vérité. Mais cette vérité est-elle d'aujourd'hui? Oui, si l'on admet avec André Glucksmann que le concept de « la » guerre est strictement moderne et si l'Occident qui l'a secrété a oublié sa quête du Graal. « *Les chevaliers du bord du gouffre imaginent une solution plus dépouillée, la ronde de nuit des sentinelles du néant.* »

LA RELIGION DE LA GUERRE

Au *Nouvel Observateur*, André Glucksmann a donné des éclaircissements qui mériteraient de figurer en postface de son livre. Citant le mot de Foucault, « *les philosophes anciens nous ont appris à accepter notre propre mort, les philosophes du XIX^e siècle à accepter la*



par
Gérard
leclerc

le discours de la guerre

mort des autres », il en montre toute la portée. Parce qu'avec notre civilisation, la guerre devient notre seule religion, la mort de l'autre n'est plus reconnue comme un mal, elle est le point de passage obligé de la révolution. Dans la révolte des camps à la mort de Staline, les conjurés envisagent de tuer quelques mouchards. Jamais Soljenitsyne n'acceptera d'en faire un passage obligé. La mort de l'autre — fut-il mouchard — reste scandale absolu. Celui qui l'envisage est pris en croix, au sens où il ne peut s'en sortir par la dialectique. Les Grecs parlaient « d'aporie », c'est-à-dire de question sans issue... Les modernes eux s'en sortent. L'issue a été dynamitée « *La guerre, c'est le sens de l'histoire, donc tout va bien* ». Ce sens de l'histoire est lié à la notion de révolution au sens où celle-ci prétend faire ici bas et radicalement « toutes choses nouvelles ». L'impératif révolutionnaire est catégorique : « *Parce que la mobilisation générale s'opère au nom de la loi, d'un texte, d'un savoir révélé, absolu ou scientifique.* »

Est-ce à dire qu'il faut récuser tout absolu en histoire? Il y a au moins cette sorte d'absolu que constitue l'homme et que Glucksmann privilégie. Je ne crois pas qu'il récuserait la notion d'autotranscendance affirmée par Maurice Clavel son ami si cher. Sinon pourquoi résister à l'inéluctable. Il est vrai qu'il décoche quelques flèches au texte biblique, à la notion d'élection, et que l'on devine là-dessous Bernard-Henri Lévy pris à partie. Mais ce pourrait bien être un malentendu qui se dissipe en tous cas lorsque Glucksmann définit son action de résistance. Le seul absolu qu'il récuse vraiment, c'est celui de la guerre, c'est celui qui rend la guerre inéluctable, qui l'honore en Moloch, peut-être fumant et dégoûtant, mais indiscutable. Qui pourra raisonnablement nier que la libération des pauvres est le prétexte idéologique dont se couvrent

les assassins du goulag, et la chrétienté la défroque dont se parent les bourreaux sud-américains? Plus simplement, l'idéologie qui est machine à broyer sous les idéaux qu'elle fait claquer au vent, est le contraire même d'un absolu qui, au cœur de l'histoire, choisit le pauvre comme prochain.

LA VOIE DES DISSIDENTS

Sans doute Glucksmann est-il un sceptique du « bien ». Pensant qu'il est beaucoup plus aisé de s'accorder sur ce qui fait mal aux hommes que sur leur bien universel, il se gardera de toute solution « clef en main » à proposer à tous les peuples du monde. Mais j'aime cet empirisme et lui trouve — sans aucune volonté récupératrice — comme une couleur évangélique. Écoutons-le parler du plus grand des « groupuscules » actuels, « Amnesty International ».

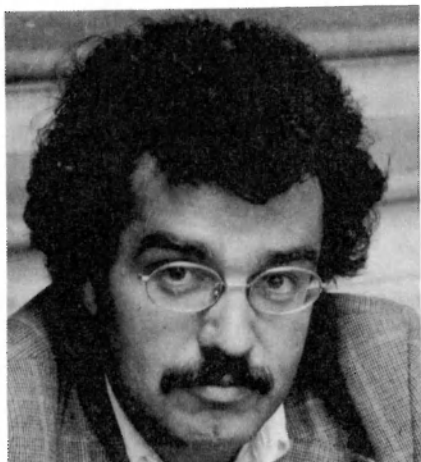
Cette action qui vise non pas à se rallier au vainqueur ou au futur vainqueur, celle qui soigne les corps souffrants, ne vise qu'une chose, aider les autres comme d'autres nous-mêmes, soigner le corps des autres comme notre propre corps. Sans glose inutile. L'homme écrasé n'a pas besoin des étiquettes idéologiques. Et M. Hersant a fait la preuve de sa stupéfiante bêtise, ou plutôt de sa vraie nature, en refusant de s'associer au « bateau pour le Vietnam ». Le magnat de la presse appartient à un camp (on ne sait trop lequel, l'Occident chrétien ou l'Occident aryen) et n'aide que les bonnes œuvres idéologiquement repérées. Il s'inscrit dans une logique de guerre, n'en veut pas connaître d'autre.

Pourtant, les dissidents des pays de l'Est ont tracé une voie radicalement différente parce qu'hostile au terrorisme. Il suffit d'avoir lu *Le Chêne et le Veau* pour savoir qu'elle ne manque ni d'intelligence tactique ni d'efficacité. Généralement, c'est sous la bannière des droits de l'homme que le totalitarisme est défié. Certains y trouvent à redire, parfois au nom du christianisme. Ce n'est heureusement pas l'avis de Jean-Paul II dont le triomphal voyage en Pologne a encouragé les hommes libres des pays sous la botte. Drôle de christianisme qui récuserait l'inspiration évangélique du service et de la liberté du prochain, au profit des croisades bottées.

Je ne rêve pas, ne suis nullement prêt à céder aux menaces militaires des impérialismes par un désarmement national qui serait unilatéral. Mais il me semble aussi que si par d'autres moyens nous ne desserrons pas l'horrible étau de la guerre, nous irons à la destruction. La dissuasion ne nous protégera pas de la fascination absurde du néant. Glucksmann avec son relativisme philosophique aura eu ce mérite capital de nous rappeler qu'un universalisme abstrait qui tue le prochain est une sottise absolue, que le prochain n'est jamais un moyen, et qu'un amour sans les gestes qui sauvent est une imposture. Qui dira mieux que lui?

Gérard LECLERC

André Glucksmann : *Le Discours de la guerre* (Grasset). En vente au journal : 67 F franco.



beau soleil

Avec Beau Soleil (1) de Gérard Guégan, la machine à remonter le temps fonctionne au soleil, celui du ciel marseillais.

Le soleil, c'est une seule source mais elle s'infiltre dans les recoins sombres d'une existence, si bien qu'elle laisse un grand jour, presque à vif, et couvre un peu troublé, les événements. Le soleil produit mille lumières, par lui tout doit pouvoir apparaître. Un voyage à Marseille suffit pour ne rien voir sans chercher à tout revoir.

C'est pourquoi, lorsque parmi les souvenirs il en est un, plus marquant que les autres, plus brutal aussi, comme celui de la mort de son meilleur ami, qu'un cancer du foie a rapidement emporté, sa mémoire réclame une réelle enquête, auprès de la famille et des autres...

Elle exige plus de clarté que les faits, plus d'amitié que l'objectivité froide d'un faire-part. Beau soleil est le récit de cette reconstitution. Le narrateur qui est journaliste, ne se contente pas des circonstances officielles de la mort de son ami Julien mais interroge scrupuleusement ceux qui l'ont connu. Il apparaîtra que la nature de la maladie de Julien lui avait été caché comme un mauvais secret. Le nom de cancer devait être oublié. A la révélation de ce silence, fait au sujet du mal incurable suivent nombre de témoignages sur la personnalité de Julien; aucun ne se ressemble et quelques-uns se contredisent. Nous apprendrons ainsi qu'un homme, dans toute la solitude de sa fin appartient à un autre monde que celui du jugement des autres, même des plus proches; son mystère, il l'emporte avec lui pendant que l'erreur entoure son souvenir. Seulement s'approcher c'est la loi de toute révélation. Celui à qui répugne, comme l'auteur, le jugement hâtif et qui ne désespère pas de la vérité est conduit d'étonnement en sur-

prise, indéfiniment, dans le silence et le tendre respect. La mort de Julien se laissant engloutir dans la mer brise toutes les opinions. Elle termine l'homme et le roman mais n'efface pas le mystère. Grâce à lui; l'amitié a encore son avenir.

Par ailleurs, "un souvenir comme la mort, « ne vient jamais seul ». Quand il n'est pas soumis à l'ordre d'un album de photos, il en appelle bien d'autres. Ainsi, à l'enquête menée sur la fin de son ami, le narrateur joint la préoccupation de clarifier une sordide histoire de famille dans le but d'écrire un scénario. C'est l'occasion pour l'auteur de rappeler le génocide arménien de l'après Grande-Guerre, les difficultés d'intégration des rares survivants dans d'autres pays, leur solidarité et leur intolérance, condition de survie et de réussite. C'est dans ce climat qu'une Tante pas comme les autres aurait été martyrisée et abandonnée par la famille à l'horreur de l'asile.

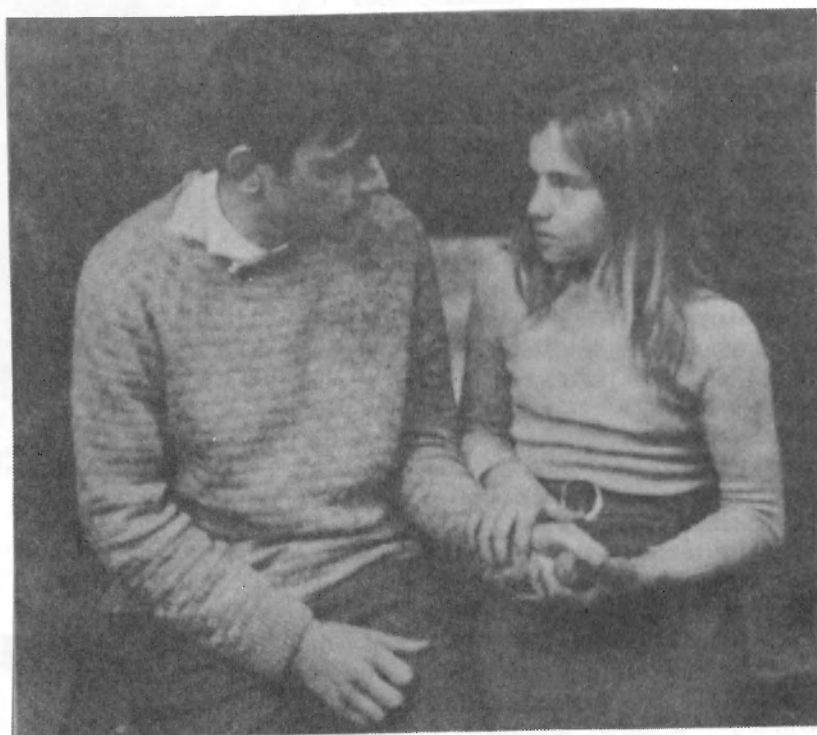
A la fin du roman, le souvenir est total; mais la lumière apprise jette plus d'ombre encore, notre connaissance des êtres croît avec notre ignorance. Toutefois, « que nous le voulions ou non, écrit l'auteur, la mort apprend à vivre ». Elle empêche l'aveuglement, rétablit l'authentique.

« Beau Soleil » est une belle leçon d'amitié qui, malgré la mort et les faux témoignages, tente de dessiner au présent les traits si singuliers du visage d'un être cher... Entreprise difficile, toujours inachevée que Gérard Guégan réussit admirablement bien.

Philippe COUNARIE

— Gérard Guégan - Beau Soleil - Grasset - franco 52 F.

la drolesse



A vingt ans, François est seul, désespérément seul. Son père est mort, sa mère remariée a oublié que cette sorte de grand « idiot du village » est son enfant.

Rejeté par une indifférence gouguenarde, agressé par la rudesse et l'autoritarisme — le pouvoir — de son beau-père, François rêve d'être reconnu comme une personne réelle. Au fond de son royaume, de son territoire, un grenier de grange sordide où il a été chassé et où il vit, il s'aigrit.

Mado a 11 ans. Elle n'a pas de père non plus, et personne à qui parler. Aussi vive que François est gauche et maladroit, aussi effrontée que François est respectueux, Mado est une « drôlesse » de bon aloi, qui ne se laisse pas démonter.

Un jour, sur le chemin de l'école, François le paria l'enlève, puis la séquestre dans son grenier. C'est le début d'une tendresse, aussi naïve que forte.

Très vite, il n'est plus question de séquestration, mais seulement de vie à deux. Deux enfants blessés vont panser mutuellement leurs blessures, deux enfants vont jouer à vivre comme des adultes, deux enfants perdus vont s'inventer une famille. Et si Mado décide d'appeler François Papa, elle n'hésite pas à lui demander un bébé. Père « amant » (tout platonique, rassurez-vous), grand frère, confident, protecteur, François a trouvé une sœur, une fille, une épouse, une confidente... Pour ces deux enfants qui s'ai-

ment, le grenier devient palais. Pour François, Mado-enfant devient Mado-femme, et pour Mado, François l'idiot, François l'aigri, devient tendre et se dégrossit.

Mais les rêves ne durent « que ce que durent les roses », et peu de choses suffisent pour réveiller un dormeur. Pour une question d'assurance de mobylette, François décide de ramener Mado, après une « scène de ménage » assez déchirante.

Le film pourrait se terminer ici; il reste une scène, pourtant, la reconstitution de l'enlèvement. Et oui, la police est là qui veille à ce que la société reste en ordre. Mais même sous son nez, la tendresse existe.

De très belles images servent cette belle histoire, ce conte de fées des temps modernes qui, parce qu'il n'oublie pas la réalité, vous prend à la gorge et au cœur. Claude Hébert joue sans reproche, quant à Madeleine Desdèvises, si toutes les actrices « adultes » savaient faire passer autant de choses, le cinéma ne serait pas en crise.

Sélection officielle pour la France au festival de Cannes, le film a obtenu le prix du jeune cinéma. Et ce n'est que justice. Il est beau.

A.R.

23 et 24 juin

le conseil national

Cette semaine, notre Conseil Représentatif National dont les membres ont été élus par les adhérents au mois de mai, se réunit à Paris.

Cela constitue un événement majeur pour notre mouvement puisque c'est la première fois que le C.R.N. a été ainsi entièrement renouvelé. Il y a deux ans, le premier Conseil élu par l'ensemble des adhérents de la N.A.R. était loin d'être aussi représentatif que celui qui se réunira cette année. Pour des raisons purement formelles (mais ne faut-il pas respecter un minimum de formes si l'on veut une démocratie incon-

testable?) de nombreux militants qui avaient négligé d'adhérer n'étaient pas représentés. De fait, ce sont des régions entières et importantes pour notre mouvement — la région d'Angers ou celle de Lyon par exemple — qui n'étaient pas représentées.

Cette année rien de tel, l'équitable règne, chaque région a son représentant, chaque élu représente un nombre sensiblement égal d'adhérents. Outre les représentants de régions le C.R.N. réunit les conseillers élus par les principales « cellules sociologiques » (urbanisme, économie, enseignement...). Les adjoints aux différentes « directions » (propagande, administration, produits) et les membres du Comité directeur complètent cette assemblée qui joue un rôle fondamental dans la vie de la Nouvelle Action Royaliste.

Le C.R.N. qui se réunit deux fois par an est en effet chargé d'informer le Comité directeur sur l'état réel du mouvement



La nouvelle affiche pour la publicité du journal.

et sur les difficultés rencontrées à l'occasion de l'application de la ligne définie antérieurement. Le C.R.N. joue surtout un rôle de conseil politique : il donne au C.D. son avis sur les positions fondamentales de la N.A.R. sur les questions de politique générale, sur la stratégie du mouvement et sur la tactique qu'il compte mettre en œuvre.

Le C.R.N. a également pour rôle de participer à la désignation des membres du Comité directeur.

Depuis plusieurs semaines, les adhérents ont été appelés à préparer le Conseil national. Les conseillers nationaux ont fait le tour de leurs sections, les textes circulent, un questionnaire général a été publié dans la lettre aux adhérents de juin. A la veille d'instantanés très forts de notre combat, les décisions importantes seront prises — on peut l'affirmer sans crainte d'être démenti — en toute connaissance de cause.

Nous avons déjà parlé des efforts déployés par une très jeune équipe de militants tourangeaux pour développer une unité

N.A.R. à Tours. Cela commence à porter ses fruits. Le 20 juin à 20 h 25, vous pourrez rencontrer nos amis ainsi que Bertrand Renouvin à la salle du premier étage du café « Le Bordeaux », 27, bd Heurteloup, Tours.

Les mêmes et d'autres se retrouveront quelques jours plus tard à la session inter-régionale (Maine-Touraine-Anjou) qui aura lieu à Angers le 30 juin. Pour tous renseignements, écrire à N.A.F. - B.P. 253 - 49000 Angers Cedex, ou bien à Hervé Brocherie, 60, av. Victor-Hugo, 72000 Le Mans.

A Paris, comme d'habitude, vous pouvez vous rendre aux mercredis de la N.A.R. qui commencent à 20 h 15 au 17, rue des Petits-Champs (métro Palais-Royal ou Bourse, R.E.R. Châtelet-Halles) :

— Le 20 juin : Hommage à Maurice Clavel par Gérard Leclerc.

— Le 27 juin : notre invité : Bernard Henri Lévy.

Paul CHASSARD

SOUSCRIPTION

La dernière ligne droite.

Il reste encore 15 jours aux retardataires pour nous envoyer leur participation. Dépêchez-vous !

Règlement à l'ordre de Royaliste - CCP 18104-06 N Paris.

cahier royaliste n° 6

Au sommaire :

- Dossier Europe : Le mythe européen et l'indépendance française — L'industrie française dans la CEE — L'agriculture — L'aventure monétaire.
- Néolibéralisme et canards boi-

teux

- Philippe le Bel, légiste parce que justicier

Commandes au journal : 1 ex. franco 13 F — 3 ex. franco 34 F — 5 ex. franco 52 F — 9 ex. franco 82 F.

ADHEREZ

Si vous êtes en accord avec les idées fondamentales que nous défendons et souhaitez, selon vos possibilités, nous aider régulièrement, n'hésitez pas à nous demander — sans engagement de votre part — une documentation pour « adhérer » au mouvement. Les adhérents reçoivent en outre une « lettre mensuelle » qui leur est réservée et leur donne de nombreuses informations sur la vie du mouvement.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

C'est ça la démocratie?

En ce lendemain d'élections, assurés que nous sommes par les commentaires contradictoires, pouvons-nous tirer de la consultation du 10 juin quelques leçons? Sans doute, seront-elles moins partiales que celles des politiciens engagés directement dans la bataille : nous n'avons pas de résultats à expliquer, nous n'avons pas à chanter la victoire ou à pleurer la défaite des partis pour lesquels nous appelions à voter. Notre choix, par force négatif puisque nous ne pouvions pas nous présenter, était celui du moindre mal, de la moindre répulsion. Choix sans illusion, car nous n'avons pas pour habitude de prendre pour argent comptant ce que disent les partis. Choix triste, tant nous avons de choses à dire, non seulement d'un point de vue critique, mais en faveur de ce que nous appelons l'internationale des nations. Cela nous reste sur le cœur. Mais, espérons-le, il y aura d'autres occasions.

L'EUROPE N'EXISTE PAS

Venons-en aux résultats. Un fait au moins ne peut être contesté : le taux considérable d'abstention dans la plupart des pays montre que l'Europe n'existe ni dans les réalités économiques, ni dans la volonté des peuples. Plus de deux tiers d'abstentionnistes en Grande-Bretagne, plus de la moitié au Danemark, plus de 40% en Irlande et aux Pays-Bas! Seules la Belgique, où le vote est obligatoire, et l'Italie qui, peut-être, se raccroche à l'idée européenne comme un naufragé à une épave, ont connu de forts taux de participation. Quant à la France, elle n'a pas manifesté un enthousiasme débordant puisque, aux 39% d'abstentions, il faut ajouter les 35% d'électeurs du Parti communiste et du R.P.R. qui ont clairement exprimé leur hostilité à l'Europe de la supranationalité et du chômage.

Encore une fois, il ne s'agit pas d'entonner des chants d'allégresse — et encore moins de masquer la défaite du R.P.R. face à l'U.D.F. — mais de faire un simple constat : l'Assemblée de Stras-



par
bertrand
renouvin

bourg ne pouvait prétendre exprimer une solidarité économique et politique que les faits démentent chaque jour. Elle ne pourra pas non plus se parer d'une « légitimité démocratique » face à une telle indifférence. Et elle serait moins fondée que jamais à réclamer une extension de ses pouvoirs. L'Europe n'est pas « faite » et l'Assemblée européenne ne lui donnera pas la vie : elle ne représentera que le néant européen, certaines velléités, et de puissants intérêts économiques, financiers, impérialistes. Ce 11 juin marque le début de l'histoire de la corruption et de la soumission parlementaire européenne. Nous en marquerons soigneusement les étapes. Cela nous intéresse. Mais qu'on ne s'étonne pas si une majorité de Français ne s'en soucie guère.

QUELLE DEMOCRATIE ?

Hostiles au principe même des élections européennes au suffrage universel, nous devons cependant reconnaître qu'elles ont eu une conséquence positive : le problème de la démocratie en France est désormais posé. Car on ne peut parler de liberté de choix quand la campagne électorale est truquée, quand l'argent est le maître du jeu, quand le véritable débat est escamoté, quand les résultats sont faussés par une loi injuste.

— Comme aux présidentielles, comme aux législatives, l'argent a imposé sa loi : qui n'en a pas ne peut se présenter — c'est notre cas — ne peut pas imprimer ses bulletins de vote — c'est le cas de

Jean-Edern Hallier et du P.S.U. — ne peut pas les expédier outre-mer — c'est le cas des écologistes. Qui n'en a pas est méprisé par les médias, qui s'ouvrent toutes grandes aux puissants et aux riches. Qu'on ne s'étonne pas, ensuite, d'entendre un candidat dire sa colère et cracher son dégoût. Certains, en écoutant Jean-Edern Hallier, se sont sentis vengés.

— Quant au débat, il était truqué puisque tout le monde était « pour l'Europe » et que personne n'osait se déclarer partisan de la supranationalité. Pourtant, ces partisans existent, au Parti socialiste et à l'U.D.F. Pourtant, les élus de ces deux formations iront siéger dans des groupes parlementaires supranationaux. Mais nous ne savons rien des intentions profondes des giscardiens — qui ont dû expliquer que l'Europe était notre espoir mais que rien ne serait changé — et des socialistes — qui réclament l'Europe des travailleurs en se précipitant dans l'Europe capitaliste. Les électeurs de Simone Veil et de François Mitterrand ont le droit de choisir des représentants qui présentent un programme contradictoire en lui-même. Mais ces représentants ne leur reconnaissent pas le droit de choisir la politique qu'ils feront à l'Assemblée. Est-ce bien cela, le « peuple souverain »?

— Enfin, la fameuse barre des 5% au-dessous de laquelle le système de la proportionnelle ne joue pas représente, comme l'écrit Serge July, un véritable vol. Trois millions d'électeurs ne seront pas représentés à l'Assemblée de Strasbourg. Et leurs voix (12% des suffrages exprimés) ont été réparties entre les grandes formations. Est-ce bien cela le respect de la volonté populaire?

M. Giscard d'Estaing aurait tort de se frotter les mains : le succès de la liste officielle, obtenu par l'argent, la manipulation et le mensonge, ne fera pas disparaître le malaise français. Il y a tant de petits succès électoraux qui ont été effacés par de grands mouvements de rue...

Bertrand RENOUVIN